
REPÈRE

5 Le renouvellement du devoir de vigilance

On le croyait disparu, masqué par l'apparition de devoirs nouveaux, tels le devoir d'information ou de mise en garde et le développement de législations spéciales telles celle sur les services de...

ALERTES

106 Les monnaies digitales, vers une nouvelle guerre réglementaire ?

USDT émis par Tether, USDC par Circle, USDS par Sky, PYUSD par Paypal ou encore EURC, EURCV, etc. La multiplication des stable-coins (ou jetons stables), dont l'écrasante majorité - à 99 % - est...

107 Le traitement fiscal des pertes et gains de change sur dividendes

Un arrêt du 25 juillet 2025 (CE, 9 e et 10 e ch., 25 juill. 2025, n° 487722, SA Éts J. Soufflet : JCP E 2025, 1261,...

108 Nouvelles dérogations au monopole bancaire

Le monopole bancaire, qui trouve son siège à l'article L. 511-5 du Code monétaire et financier, a pour objet de réserver aux seuls établissements de crédit l'accomplissement « à titre habituel » des...

ÉTUDES

13 Ordonnance du 3 septembre 2025 relative au crédit à la consommation

Cette ordonnance transpose une directive européenne et amplifie au profit des consommateurs la plupart des mécanismes de protection déjà mis en œuvre. Le texte s'attache à étendre le domaine de la...

14 Cour de cassation et devoir de vigilance, une jurisprudence à soi

Par une série d'arrêts rendus le 12 juin 2025, la Haute Juridiction française juge applicable le devoir de vigilance aux opérations de paiement autorisées bien que celles-ci échappent normalement à...

COMMENTAIRES

Autorités. – Statuts. – Établissements

114 Titres transférables, bordereaux Dailly et dématérialisation – Le décret du 12 août 2025 était attendu depuis la loi du 13 juin 2024 organisant les titres transférables. – Il précise certaines...

Moyens de paiement

avocat – cabinet TGLD avocats 115 Pratique des comptes de rebonds Solution. – Ce rapport incite les établissements de crédit à renforcer leur devoir de vigilance aux fins de limiter la pratique des...

116 La complémentarité du signalement « sans tarder » et du délai de forclusion de 13 mois

Solution. – L'utilisateur de services de paiement est, en principe, privé du droit d'obtenir la correction d'une opération s'il n'a pas signalé sans tarder à son prestataire de services de paiement...

117 Clarification relative au régime de forclusion prévu à l'article L. 133-24 du Code monétaire et financier

Solution. – L'utilisateur de services de paiement ayant signalé sans tarder et au plus tard dans le délai de treize mois les opérations non autorisées est autorisé à agir en paiement contre la banque...

118 Prélèvement opposé et procédure collective du bénéficiaire

Solution. – Méconnaît les articles L. 622-7 du Code de commerce, L. 133-25 et L. 133-25-1 du Code monétaire et financier, la cour d'appel qui ordonne à la banque du bénéficiaire, en liquidation...

121 Crédit en devises : exclusion du contrôle des clauses abusives et SCI professionnelle

Cass. 1re civ., 9 juill. 2025, n° 23-23.066 : JurisData n° 2025-015828 Observations : Parmi les arrêts rendus par la première chambre civile le 9 juillet 2025, il en est un qui mérite une rapide...

Garanties des crédits. – Sûretés personnelles et réelles

122 Point de départ du délai de prescription en matière de cautionnement Solution. – Lorsqu'une société est condamnée à garantir la caution, le point de départ d'une action en responsabilité engagée...

124 Principe de proportionnalité en matière de cautionnement

Solution. – Les indemnités kilométriques ne sont pas des revenus. Les revenus du conjoint n'ont pas à figurer dans la fiche d'information souscrite par une caution mariée sous le régime de la...

125 Cautionnement : obligation annuelle d'information

Cass. com., 18 juin 2025, n° 23-14.713 : JurisData n° 2025-009378 Observations : La banque tenue d'un devoir d'information doit établir que le nom de la caution figurait bien sur le listing d'envoi...

128 Saisie immobilière et interruption de prescription

Solution. – L'interruption de prescription produit ses effets jusqu'à l'extinction de l'instance de la procédure de saisie immobilière. Impact. – La Cour de cassation réaffirme une solution devenue...

130 Astreinte et action en liquidation

Solution. – L'action en liquidation de l'astreinte court à compter de sa date de prise d'effet. Impact. – La Cour de cassation précise le point de départ de la prescription de la liquidation de...

132 Déclaration des intérêts de la créance

Solution. – La déclaration de créance doit exprimer par elle-même, de façon non équivoque, la volonté du créancier de réclamer les intérêts. Impact. – La formulation générale de cette décision...

Crédit aux particuliers (mobilier, immobilier)

119 Nouveau revirement de jurisprudence : extension du contrôle du risque de change Solution. – Lorsqu'un prêt, consenti dans une devise étrangère, stipule des clauses relatives à des modalités de...

120 Crédit immobilier : crédit en devises et information

Cass. 1re civ., 9 juill. 2025, n° 24-14.352 : JurisData n° 2025-011172 Observations : En matière de crédit en devises, parallèlement au contentieux fondé sur le contrôle du déséquilibre significatif,...

123 Sous-cautionnement : portée du plan de sauvegarde

Solution. – La sous-caution qui a payé la caution personne morale avant la mise en place du plan de sauvegarde ne peut opposer les dispositions du plan de sauvegarde mis en place. Impact. – Pour...

Recouvrement des créances. – Surendettement. – Procédures d'insolvabilité

126 Surendettement et vérification des créances Solution. – Le débiteur ne peut pas contester, lors d'une instance devant le juge, une créance de l'état du passif dressé par la commission de...

127 Saisie immobilière et reprise de la procédure

Solution. – La décision qui ordonne la reprise de la procédure n'est pas susceptible d'appel. Impact. – La Cour de cassation applique ce principe en cas d'échec de la vente amiable. Cass. 2e civ., 12...

129 Saisie-vente et commandement de payer

Solution. – Si le commandement de payer n'est pas un acte d'exécution forcée à proprement parler, il engage la procédure de saisie-vente. Impact. – Le commandement nécessite que le créancier soit muni...

131 Mesures conservatoires et jugement de sauvegarde

Solution. – Le juge de l'exécution peut, lorsqu'il est saisi dans les délais légaux, ordonner la mainlevée d'une mesure conservatoire inscrite en violation de l'interdiction édictée par l'article L....

133 Portée de l'inopposabilité de la créance non déclarée

Solution. – Il résulte de l'article L. 622-26, dans sa rédaction antérieure à l'ordonnance n° 2008-345 du 18 décembre 2008, que l'inopposabilité de la créance non déclarée dans la première procédure...

134 Créance admise payée post-plan

Solution. – Doit être rejeté le plan de sauvegarde qui prévoit le paiement post-plan d'une créance, selon des modalités suspendues à la rentabilité d'un débiteur de l'entreprise en difficulté, qui ne...

Infractions – Sanctions

136 La qualification de service de prise ferme n'implique pas un engagement de placer les titres acquis Solution. – La chambre commerciale de la Cour de cassation se prononce sur la qualification du...

Gestion de portefeuille

138 Décret du 18 juillet 2025 relatif aux organismes de placement collectif – Le décret n° 2025-673 du 18 juillet 2025 intègre dans la partie réglementaire du Code monétaire et financier les...

Finance alternative et durable

140 Finance durable européenne : à la recherche de l'équilibre imparfait – L'urgence environnementale toujours plus prégnante conduit de nombreuses voix internationales à sommer les États et...

142 L'autorité bancaire européenne a publié une lettre de non-intervention concernant l'articulation de MiCA et DSP 2

– L'autorité bancaire européenne souligne que certains services sur crypto-actifs peuvent être qualifiés de services de paiement. – L'autorité bancaire européenne formule des conseils de supervision...

Droit bancaire européen

135 Informer le consommateur sur les frais dus en vertu du contrat de crédit, une obligation essentielle selon la CJUE Solutions. – Le fait qu'un contrat de crédit mentionne un taux annuel effectif...

137 Absence de nécessité pour les enquêteurs de notifier leur droit de se taire aux personnes sollicitées dans le cadre des visites domiciliaires

Solution. – Le Conseil constitutionnel, dans sa décision du 21 mars 2025, refuse de reconnaître une obligation de notification du droit de se taire pendant la phase d'enquête, dans le cadre des...

139 Composition de l'actif d'un fonds commun de placement d'entreprise : nouvelles limites d'investissement issues du décret du 4 août 2025

– Le décret n° 2025-762 du 4 août 2025 précise les limites d'investissement des fonds communs de placement d'entreprise (FCPE), notamment en parts ou actions d'autres fonds d'investissement. – Il...

Droit financier européen et international

141 La Commission européenne souhaite relancer la titrisation – Le réexamen de la législation titrisation, qui est la première initiative proposée dans le cadre de la stratégie de l'Union de l'Épargne...

DOSSIER

26 La réforme européenne 2024 du dispositif LCB-FT

La législation européenne anti-blanchiment, qui prend appui sur les recommandations du GAFI (V. Th. Bonneau, Régulation bancaire et financière européenne et internationale : Bruylant, 7...

27 L'AMLA/ALBC et le secteur financier

L'adoption du règlement (UE) 2024/1620 portant création de l'Autorité européenne de lutte contre le blanchiment de capitaux (AMLA) consacre une étape structurante dans l'édification d'un dispositif...

28 L'AMLA, les autorités nationales et les cellules de renseignement financier (CRF)

Le règlement (UE) 2024/1620, entré en vigueur le 26 juin 2024 et applicable à partir du 1er juillet 2025, établit les missions, les pouvoirs et la structure d'une nouvelle autorité européenne de lutte...

30 La réforme et le bénéficiaire effectif

Introduite pour la première fois en droit communautaire par la directive 2005/60/CE, la notion de bénéficiaire effectif porte en corollaire l'exigence de transparence des structures de personnes...

32 La réforme européenne 2024 LCB-FT : propos conclusifs

Cet article constitue les propos conclusifs du colloque annuel du LLM de droit bancaire et financier consacré à la réforme européenne du dispositif de LCB-FT. 1 - L'architecture du colloque, conçue en...

34 Les Autorités européennes de surveillance, nouveaux législateurs ?

Cette contribution vise à souligner et à discuter l'importance de la soft law produite par les Autorités européennes de surveillance (AES) en s'intéressant notamment à ses caractéristiques, son...

36 Simplifier sans complexifier ni déréguler ? Comment mieux prendre en compte la compétitivité ?

Cette contribution aborde deux sujets à la fois cruciaux, difficiles et délicats, et évidemment liés : la simplification et la compétitivité. Ces problématiques sont abordées à travers les regards...

38 Quis custodiet ipsos custodes : quel contrôle juridictionnel et politique dans le domaine bancaire et financier ?

À la suite de la crise économique et financière, l'Union européenne s'est dotée d'un système européen de stabilité financière (2010) et d'une Union bancaire (2012) en vue de renforcer la résilience du...

29 L'AMLA et les autres autorités européennes

Le règlement (UE) 2024/1620 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2024 est venu, récemment, instaurer l'Autorité de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme...

31 La réforme du devoir de vigilance dans le paquet européen LCB-FT

Le paquet européen LCB-FT marque un tournant dans le renforcement des obligations de vigilance imposées aux assujettis au sein de l'Union européenne, et, par extension, dans la lutte contre la...

33 Réformer le processus normatif européen dans le secteur des services financiers

Autour du rapport Less is More Sous la direction de Anne-Claire ROUAUD, professeur à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, présidente de l'AEDBF France Il n'est pas étonnant dans ce contexte que le...

35 Les superviseurs, nouveaux régulateurs ?

Cette contribution, intitulée « les superviseurs, nouveaux régulateurs », est complémentaire à la première sur « les Autorités européennes de surveillance, nouveaux législateurs ». Si en raison du...

37 Moins et mieux légiférer, comment ? (Less and better regulation, how ?)

Cette contribution discute des pistes à explorer pour améliorer cette situation et disposer d'une réglementation plus légère et meilleure. 1- Contexte (intervention de Pierre-Henri Conac). – Le...

39 Le contrôle juridictionnel des actes de soft law européens

Cette contribution est consacrée au contrôle juridictionnel de la soft law européenne. 1. The significant importance of soft law for EU financial law and regulation : a brief introduction 1- Article...